

Le déconfinement sans aucun moyen pour faire face à la crise

Sur la base du recul de l'épidémie, Édouard Philippe accélère le déconfinement, mais de nombreuses zones de flou perdurent, et des attaques se profilent contre les classes populaires.

L'intervention du Premier ministre a été un véritable numéro d'autosatisfecit de la part du pouvoir. Les indicateurs du recul de la pandémie seraient bons, meilleurs que ce qui était attendu à ce qu'il paraît. Et qu'importe que, pour faire cette belle démonstration, Philippe, Véran et Blanquer tordent le cou à la réalité... Près de 29 000 morts depuis le début de cette catastrophe sanitaire, des morts sans aucun doute dus au retard à l'allumage des mêmes qui aujourd'hui font les fiers...

La politique sanitaire de dépistage porterait donc ses fruits, et le Premier ministre de saluer au passage les personnels soignants. Mais ce discours est plein de contradictions : les restrictions de libertés (bars, fêtes, grands rassemblements limités à 5000 personnes, port du masque...) témoignent d'un danger toujours présent... que le gouvernement est pourtant prêt à faire courir à celles et ceux qui travaillent. Si le risque est nul, pourquoi ne pas tout rouvrir ? Et s'il est important, pourquoi autoriser 15 élèves par classe, pourquoi autoriser à travailler dans les secteurs non essentiels ? Confinement puis déconfinement montrent la logique du gouvernement : ne pas dépenser pour la santé, ne pas fournir les tests et masques nécessaires à la vie, mais forcer le travail à reprendre. Entre nos vies et les profits, il faut choisir !

Le plus incroyable est aussi que le gouvernement n'a même pas parlé des revendications des personnels de la santé, pour des embauches et des augmentations de salaires, alors qu'ils et elles se sont encore mobilisés aujourd'hui, avec de nouveaux rassemblements aux portes des hôpitaux.

Le jour de la publication des chiffres du chômage (22 % d'augmentation, soit 1 million de personnes), le gouvernement n'a pas annoncé non plus les mesures nécessaires pour défendre l'emploi : le maintien de toutes les prestations sociales, l'interdiction des licenciements et suppressions de postes, en particulier les fins de CDD ou de mission pour les précaires. Il se moque manifestement que des millions de personnes se trouvent en grande difficulté sociale.

Au contraire, avec le bac de français changé en contrôle continu, il avalise la tendance générale à la dérégulation dans l'éducation, au lieu d'accorder les examens à tous les postulants. Cette dérégulation, c'est le développement de l'enseignement à distance, voire privé, quels que soient les niveaux, et les contrôles continus très variables suivant les établissements au lieu des examens nationaux et anonymes.

Le signal du pouvoir est clairement donné : « la vie » doit reprendre, elle peut donc reprendre, même partiellement. Et très vite, il serait possible de tout faire... sauf de manifester ! Philippe a beau répéter que le danger de transmission du Covid-19 se situe principalement dans le cadre d'espaces confinés, il fait preuve d'une grande hypocrisie en autorisant les rassemblements festifs jusqu'à 5000 personnes, mais en interdisant les rassemblements de plus de 10 personnes dans l'espace public ! Ainsi, les marches des solidarités en faveur de la régularisation des sans-papiers, qui doivent avoir lieu ce samedi 30 mai, ont été interdites dans plusieurs villes, dont Paris. Difficile donc de ne pas voir ici la volonté d'empêcher au moins jusqu'à cet été la possibilité de se rassembler, de manifester, de faire entendre nos droits.

L'heure est pourtant au retour des mobilisations : ce samedi aux marches des solidarités, y compris à Paris, et le mardi 16 juin, touTEs ensemble à l'initiative du secteur de la santé, en grève contre ce gouvernement qui nie une crise sociale profonde qui s'accélère.

Le NPA65, Tarbes, le jeudi 28 mai 2020